

Les prévisions conjoncturelles au temps du coronavirus

Comment établir des prévisions conjoncturelles après l'éclatement d'une crise ? Le contexte en constante mutation représente un défi particulier. *Ronald Indergand, Felicitas Kemeny, Philipp Wegmüller*

Abrégé Le Covid-19 pose des défis singuliers à l'analyse et aux prévisions conjoncturelles. Le choc économique se distingue, par sa virulence et ses mécanismes de transmission, de tous ceux qui ont été observés au cours des décennies passées. Contrairement à un fléchissement « classique » de la conjoncture, l'attention a d'abord porté sur les développements non pas économiques, mais épidémiologiques et liés à la politique de la santé, pour lesquels des informations fiables et précoces font toutefois défaut. En outre, la situation change si rapidement que les données disponibles ne permettent pas de dresser un tableau fiable de la conjoncture suisse. C'est pourquoi le Seco se tourne désormais vers des indicateurs peu utilisés jusqu'ici, mais disponibles rapidement.

Depuis mars dernier, l'équipe en charge des questions conjoncturelles au Secrétariat d'État à l'économie (Seco) est prise d'assaut : les milieux politique et économique demandent des prévisions sur les effets de la crise du coronavirus. Pour les analystes, les événements qui se précipitent constituent un sacré défi. Par moments, le laps de temps entre deux décisions du Conseil fédéral se révélait si court qu'il n'était guère possible d'établir une prévision conjoncturelle (voir *le Journal du coronavirus*). À cette réalité s'ajoute la difficulté bien connue que les statistiques économiques importantes ne sont disponibles qu'après un certain délai. Or, c'est précisément en période de turbulences qu'il serait important de disposer rapidement de données statistiques.

Comparativement à d'autres pays, la Suisse manque de statistiques économiques rapidement disponibles. Alors que dans l'Union européenne, par exemple, des données comme celles de la production industrielle et du climat de consommation sont relevées chaque mois, elles ne sont disponibles que trimestriellement en Suisse. À ce stade, les prépublications (« flash ») de nombreuses statistiques ne sont elles aussi possibles que de manière limitée en Suisse,

contrairement à la plupart des pays européens. Or, dans une situation aussi mouvante que celle qui prévaut actuellement, même les données mensuelles ne sont pas appropriées. La collecte d'informations hebdomadaires, voire journalières est nécessaire.

C'est pourquoi les analystes du Seco s'appuient de plus en plus sur des indicateurs moins courants tels que le nombre de passagers et le volume de fret du transport aérien, routier et maritime (voir *illustrations*, p. 20). Ces données rapidement disponibles montrent notamment que le nombre de passagers du trafic aérien a déjà nettement baissé début mars. En revanche, le trafic routier intérieur n'a fortement diminué qu'après la proclamation de la « situation extraordinaire » par le Conseil fédéral le 16 mars 2020. Ce sont là des signes clairs indiquant que l'activité économique a fortement baissé, même dans des secteurs qui ne sont pas directement concernés par les fermetures d'entreprises. Le moment et l'ampleur de ces phénomènes varient néanmoins.

Les immatriculations de nouveaux véhicules, les transactions par carte de crédit, les retraits d'argent en espèces et le nombre de paquets envoyés par la poste sont d'autres sources de données disponibles dans des délais relativement brefs. Outre les données relatives à l'économie réelle, l'analyse conjoncturelle tient compte également de variables des marchés financiers disponibles quotidiennement comme les cours des actions, les taux de change et les écarts de taux d'intérêt.

Un choc de l'offre et de la demande

Le type de choc causé par le coronavirus tout comme le mécanisme de sa transmission sont

« Journal du coronavirus » des analystes conjoncturels du Seco (extraits)

Janvier : une maladie pulmonaire mystérieuse en Chine

7.1. Chine. Mystérieuse maladie pulmonaire dans la province du Hubei. La cause semble être un nouveau coronavirus.

22.1. Berne. Première réflexion : risque conjoncturel. Une deuxième épidémie de Sras est-elle imminente ? En 2003, l'économie mondiale s'était rapidement remise de l'épidémie.

23.1. Wuhan, Chine. Les transports publics sont arrêtés, des mesures de quarantaine sont introduites dans plusieurs villes chinoises. Quel sera le recul de la production ?

30.1. Genève. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare l'état d'urgence sanitaire international. Le virus se propagera-t-il partout cette fois-ci, contrairement au Sras ?

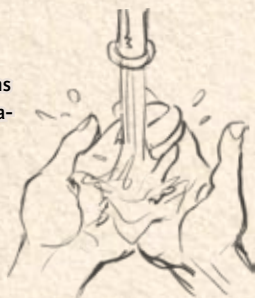
Février : le virus atteint la Suisse

22.2. Rome. Confinement dans 12 communes du nord de l'Italie.

25.2. Lugano. Premier cas de Covid-19 confirmé en Suisse par un laboratoire.

27.2. Berne. Analyse de la situation conjoncturelle : le tourisme pâtit de l'absence des clients chinois.

28.2. Berne. Le Conseil fédéral décrète l'état de « situation particulière » au sens de la loi sur les épidémies. Les manifestations de plus de 1000 participants sont interdites.



Mars : tout s'accélère

4.3.-6.3. Berne. Préparation des prévisions conjoncturelles. Les données ne comportent encore aucun signe d'une crise du coronavirus. Mais les perspectives s'assombrissent.

9.3. Berne. Séance du Groupe d'experts : établissement des prévisions conjoncturelles. Forte révision à la baisse, grande incertitude.

9.3. Rome. Le gouvernement italien étend le confinement à l'ensemble du territoire national.

11.3. Genève. L'OMS qualifie désormais l'épidémie de Covid-19 de « pandémie ». Les bourses s'affolent.

13.3. Berne. Le Conseil fédéral renforce les mesures : les manifestations de plus de 100 personnes sont interdites, les restaurants ne peuvent pas accueillir plus de 50 personnes. Analyse conjoncturelle : un impact nettement plus fort sur l'hôtellerie-restauration et le secteur du divertissement et des sports transparaît.

16.3. Berne. Le Conseil fédéral décrète l'état de « situation extraordinaire ». Les magasins, restaurants et entreprises de services impliquant des contacts physiques doivent fermer jusqu'au 19 avril. Les prévisions conjoncturelles doivent être remaniées. Les données sont incertaines. Quelle sera l'ampleur de la crise ?

17.3. Paris. Confinement à l'échelle de tout le pays.

19.3. Berne. Pour la première fois depuis la crise financière, le Groupe d'experts de la Confédération prévoit une récession. Les prévisions sont inférieures de 2,8 points de pourcentage à celles de décembre. Une telle correction est sans précédent !

20.3. Berne. Les besoins d'information sont importants, mais les données font défaut. La recherche de données à haute fréquence et rapidement disponibles pour observer la situation conjoncturelle s'intensifie.

20.3. Berne. Le Conseil fédéral renforce une nouvelle fois les mesures. Les rassemblements de plus de cinq personnes sont interdits dans l'espace public. Aide financière de 32 milliards de francs à l'économie.

22.3. Berlin. Le gouvernement allemand élargit les mesures de limitation des contacts. Les secteurs de la gastronomie et du commerce doivent fermer.



Avril : des chiffres rouge vif

1.4. Berne. Les indicateurs de tendance révèlent progressivement les indices d'une crise du coronavirus. Mais la plupart des données ont été collectées avant le décret de l'état de situation extraordinaire. Cependant, diverses données à haute fréquence nouvellement relevées indiquent clairement que l'activité économique est en forte baisse dans de nombreuses branches depuis mi-mars.

3.4. Berne. Les mesures d'urgence en faveur de l'économie sont relevées de 20 milliards de francs.

7.4. Berne. Le taux de chômage progresse fortement. Les annonces de réduction de l'horaire de travail augmentent rapidement.

8.4. Wuhan. Fin du confinement. Lent retour à la normalité. À quel rythme l'économie reprendra-t-elle ?

8.4. Berne. La situation extraordinaire est prolongée jusqu'au 26 avril. Conjoncture : l'économie perd actuellement chaque jour 500 millions de francs de valeur ajoutée. Nous pourrions basculer dans la plus forte récession de l'après-guerre. La rapidité du rétablissement de l'économie dépendra de la propagation du virus et des mesures correspondantes. Le Seco complète les prévisions conjoncturelles par deux scénarios.

15.4. Berne. Les données provisoires indiquent que le climat de consommation en Suisse s'est effondré. Des valeurs aussi basses n'ont jamais été enregistrées, mis à part durant la crise immobilière des années 1990.

16.4. Berne. Le Conseil fédéral dévoile son plan d'assouplissement progressif des mesures de protection. Le secteur du tourisme et les grandes manifestations pourraient demeurer durablement exclus des assouplissements.

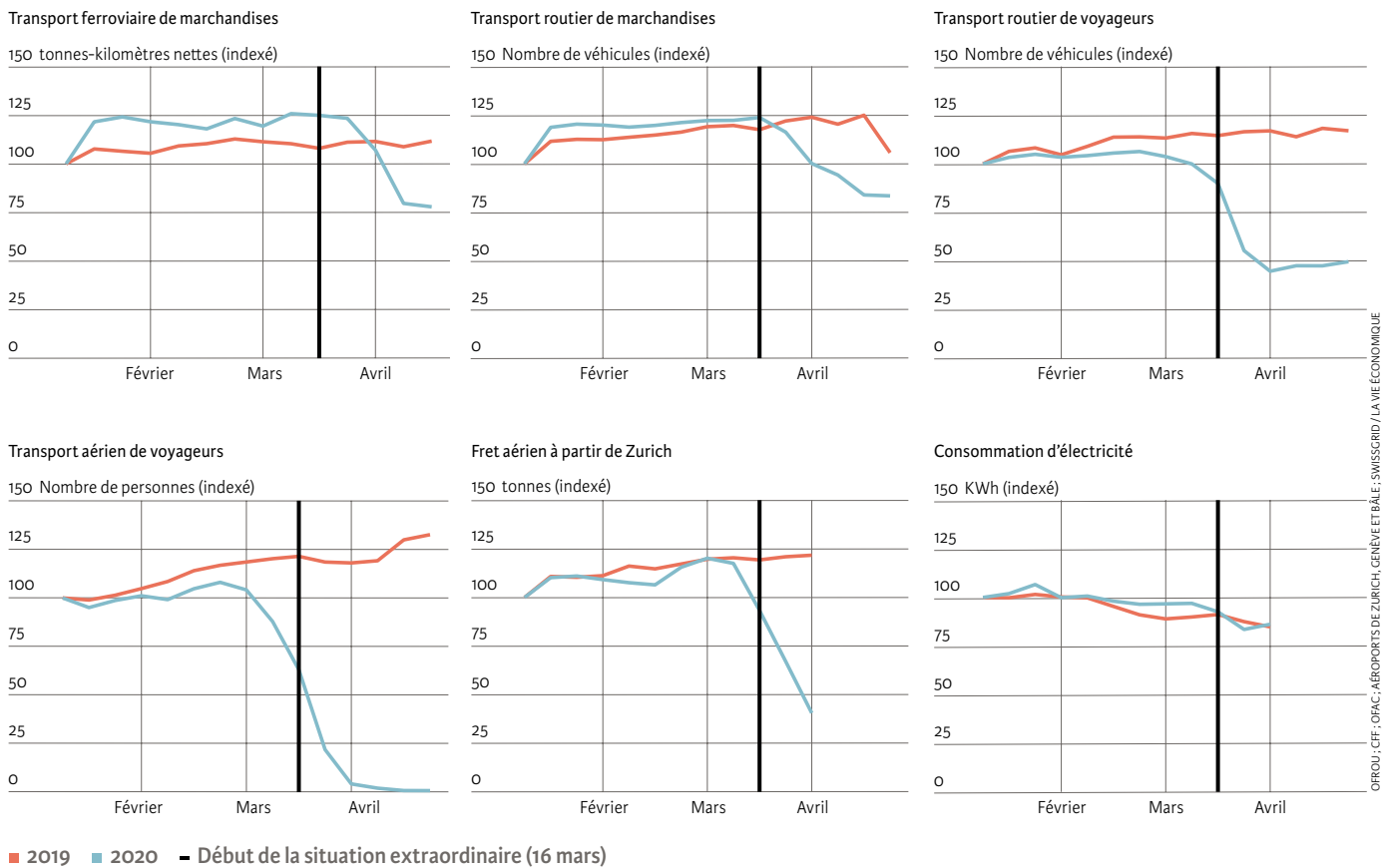
17.4. Berne. Vidéoconférence du Groupe d'experts : actualisation non planifiée des prévisions. Une récession mondiale est attendue.

23.4. Berne. Le Groupe d'experts prévoit le plus fort recul du PIB depuis 1975 (-6,7 %).

27.4. Berne. Première étape de l'assouplissement. Les magasins de bricolage, les jardinerie et les salons de coiffure ouvrent. En France, en Allemagne et en Italie également, des mesures d'assouplissement sont prévues pour les prochaines semaines.



Données à haute fréquence pour la Suisse (janvier–avril, indexé)



OPROU, CFF, OFAC, AÉROPORTS DE ZÜRICH, GENEVE ET BÂLE, SWISSGRID / LA VIE ÉCONOMIQUE

Les chiffres indiquent l'évolution indexée par semaine civile (semaine 2 = 100). Par exemple, le trafic poids lourds sur les routes suisses a diminué en mars et s'est stabilisé à un bas niveau en avril.

sans précédent. Au cours de la propagation du virus en Chine, il est d'abord apparu que la Suisse serait touchée par le canal du commerce extérieur. D'une part, les interruptions de la production industrielle chinoise menaçaient les chaînes d'approvisionnement internationales des entreprises suisses ; d'autre part, la demande chinoise de produits suisses, tels que les montres, diminuait. Au fur et à mesure que le virus se propageait internationalement, d'autres pays ont successivement prononcé des mesures restreignant la vie publique et l'économie. La situation économique d'importants partenaires commerciaux s'est nettement détériorée. La conjoncture suisse recevait donc de l'étranger des impulsions toujours plus négatives.

Depuis fin février, la Suisse est elle aussi directement touchée par le virus. Les mesures de politique de santé prises dans la foulée par le Conseil fédéral ont eu un fort impact sur

l'économie. L'activité commerciale de nombreuses entreprises a été interrompue par décret, pratiquement sans préavis, de sorte qu'un choc massif de l'offre s'est également propagé et s'est fait sentir en Suisse ce printemps.

Comme l'incertitude demeure quant à la durée de la crise, les entreprises renoncent à des projets d'investissements ou les repoussent à plus tard. Les ménages subissent des pertes de revenu et consomment moins. Simultanément, le franc connaît une pression à la hausse et l'économie mondiale entre en récession. Même si la production peut redémarrer en Suisse, les baisses de la demande enregistrées cette année et l'an prochain devraient être si importantes que les capacités seront sous utilisées. La perte de prospérité actuellement subie ne sera donc pas compensée d'ici 2022, ce qui empêchera le produit intérieur brut de retrouver son niveau d'avant la crise durant les deux prochaines années.

Les épidémiologistes jouent les premiers rôles

Les prévisions conjoncturelles doivent inclure tous les mécanismes d'action importants. C'est pourquoi l'attention a porté ce printemps sur deux facteurs extérieurs au spectre économique : la propagation du virus et ses répercussions sur la politique de santé, en Suisse comme à l'étranger. Ces deux développements sont entachés d'une grande incertitude, puisque la médecine n'obtient qu'au compte-gouttes de nouvelles informations sur les voies de contamination, les chiffres de mortalité et les possibilités de traitement du Sars-CoV-2.

Ainsi, on ne connaît que peu de choses à ce stade sur la saisonnalité de la maladie et sur le nombre occulte des personnes potentiellement déjà immunes. Les spécialistes ne sont en outre pas unanimes sur l'évolution épidémiologique future : quand arrivera la « deuxième vague » ? Quelle sera son ampleur ? Entraînera-t-elle de nouvelles fermetures d'entreprises ou le port du masque suffira-t-il ? Des réponses à ces questions ou l'élaboration de scénarios vraisemblables seraient d'une importance capitale, non seulement pour la politique de santé, mais aussi pour les prévisions conjoncturelles.

Le Conseil fédéral adapte en permanence sa stratégie en matière de santé. L'expérience de ces dernières semaines a clairement montré que des ajustements peuvent être effectués rapidement et – dans certains cas – sans préavis, et que ceux-ci ont répercussions profondes et immédiates sur la vie économique. Il n'est dès lors actuellement pas envisageable d'établir des prévisions conjoncturelles sans hypothèses quant à l'évolution de la pandémie et des mesures de confinement. Comme les économistes ne sauraient anticiper les décisions stratégiques en matière de politique de la santé,

toute prévision doit nécessairement se référer à des faits avérés et, partant, aux mesures en vigueur. En conséquence, l'incertitude liée au virus affecte directement les prévisions économiques. Les résultats actuels des prévisions dépendent dans une mesure décisive des délais associés aux mesures de déconfinement en cours en Suisse et à l'étranger, de l'éventuelle survenance de nouvelles vagues de la maladie et des réponses qui lui seront apportées en matière de politique de santé.

Quels scénarios sont envisageables ?

Nous affrontons ces conditions difficiles avec des scénarios permettant de répondre à des questions comme : que se passerait-il si les mesures étaient à nouveau renforcées en Suisse, si l'activité économique mondiale ne reprenait que lentement et si une vague de faillites et de licenciements se produisait ?

Sur la base de ces scénarios d'évolution économique, nous pouvons estimer les effets possibles de diverses stratégies politiques. Ces estimations permettent aux acteurs de la politique économique et au Conseil fédéral d'anticiper les développements envisageables et de s'y préparer de manière cohérente.

